

« **Rendez-nous la messe !** »

Ou... le virus n'entre pas dans les églises ?

Depuis quelques jours, et particulièrement dimanche dernier, **des chrétiens manifestent** pour que les messes puissent être de nouveau publiquement célébrées dans les églises. Cela au nom de la liberté des cultes et des libertés fondamentales. Considérant que les écoles et les super-marchés étant ouverts, ils exigent que les célébrations dominicales soient également autorisées.

Si les besoins de spiritualité, et de soutien mutuel, sont légitimes, la messe relève t'elle de la même exigence que les commerces de première nécessité ?

Il semble que ce sont les mêmes chrétiens qui, défendant habituellement le droit à la vie, « de la conception à la mort naturelle », ne considèrent pas actuellement que la deuxième vague de la pandémie puisse constituer une question de vie et de mort ? Etrange paradoxe...

Quelle image donne t-on ainsi de l'Église ? Avec 3 % de pratiquants, le rapport de l'Église à une société sécularisée pose question ; la « chrétienté » n'existe plus depuis longtemps.

Nous avons ainsi rencontré ces jours-ci des voisins ou des amis, qui connaissant nos convictions, nous ont interpellés : « *Alors, les cathos veulent des passe-droits ?* », « *La messe est-elle la seule possibilité de pratiquer la religion catholique ?* », « *Pourquoi les chrétiens réagissent-ils comme les autres commerçants qui restent fermés ?, y aurait-il aussi une question financière ?* ».

Quelle réponse leur faire...?

La Conférence des évêques de France, qui avait été dépassée au printemps dernier par les recours juridictionnels de groupes de catholiques traditionalistes, a cette fois engagé une action en référé au Conseil d'État. Certes, notre Etat de droit permet à chacun se considérant lésé ce genre de recours, mais était-il nécessaire de le faire ? Est-ce un bon témoignage ?

L'Église n'aurait-elle pas du être la première à soutenir les mesures de prévention sanitaire et de précaution collective décidées par les Pouvoirs publics ? D'autres confessions ont eu une attitude plus sage et respectueuse de l'autorité légitime, surtout en cette période incertaine où le discernement, entre les impératifs de santé et les risques économiques, est lui-même bien incertain.

Faut-il en rajouter aux difficultés des politiques publiques ? Est-ce bien fraternel ?

Depuis le début de la pandémie et des restrictions de notre vie collective qui ont été imposées, le Conseil d'État a reçu de nombreuses requêtes en annulation venant d'associations humanitaires, par exemple, pour la réouverture des centres d'enregistrement des demandeurs d'asile ou pour la fourniture de masques dans les lieux de privation de liberté ; dans ces dossiers on n'a pas vu l'Église s'y associer... Et pourtant la dignité humaine était vraiment là en cause. Dommage !

Si l'eucharistie est bien essentielle pour un chrétien, en faire un « droit » au sens juridique du terme n'est guère compréhensible par l'opinion publique. Le culte pour le culte est-il une attitude évangélique ?

Dans les trois piliers de notre foi, avec la liturgie et la prière, il y a la aussi la parole de Dieu et la charité.

Le service du frère ne devrait-il être reconnu comme premier aujourd'hui, avant la messe, en ces temps de crise sanitaire et de désarroi collectif ?

Le champ de la charité est en effet plus grand, et plus grave, au moment où le Secours Catholique-Caritas France publie son rapport annuel insistant sur la grande pauvreté (jeudi dernier) et où la Fondation Abbé-Pierre parle de 300 000 SDF dans notre pays.

Dans notre religion, dont **le premier mystère est l'Incarnation**, manifester devant les églises et les cathédrales ce dimanche 15 novembre, qui est « **la journée mondiale des pauvres** » créée récemment par le pape François, a quelque chose de décalé, et même d'absurde. Dans quelle Eglise vivons-nous ? On entend de nouveau que le salut des âmes est plus important que la santé des corps; quelle est donc cette théologie bien mal comprise ?

Où sont les priorités des chrétiens dans ces temps difficiles ?

Il est regrettable que, depuis dix ans, les interventions de la hiérarchie catholique ont été surtout pour s'opposer au mariage pour tous, puis aux projets de lois de bioéthique, aujourd'hui contre la suspension des messes, plutôt que pour dénoncer la situation des pauvres et des migrants, celle des professionnels soignants et de nos hôpitaux, et, de façon plus vaste encore, celle de l'économie libérale mondiale non régulée, celle des populismes et des risques climatiques.

Aujourd'hui la liberté est certes contrainte, mais n'oublions pas la fraternité !

Il est temps que nos évêques, non seulement prennent des positions plus citoyennes, mais qu'ils nous redonnent le sens de la sainteté et qu'ils précisent les valeurs de nos pratiques ecclésiales, car seul est sacré le visage du frère .

Qu'ils appellent chacun des fidèles à répondre à la question : « **Pour vous, qu'est-ce que l'Église ?** » Il serait aussi judicieux qu'ils proposent à nos contemporains, chrétiens et non-chrétiens, de réfléchir au monde de demain à partir de la récente encyclique du pape **Fratelli tutti** ; qu'ils invitent d'abord les catholiques à la lire, à la discuter et...à essayer de l'appliquer, plutôt qu'à perdre leur énergie et leur sagesse dans cette affaire du retour des messes.

Les fidèles catholiques seraient-ils aujourd'hui en France au bord du martyre ?...

Il y en a malheureusement qui le sont réellement, mais ailleurs !

A force de réactions corporatistes, de demandes quasi-consuméristes, d'affirmations identitaires bruyantes, craignons surtout que l'Église ne devienne un jour qu'une simple secte...

Jean-Louis Loirat (groupe « Galates 3.27 » - Essonne)